

NOTE D'ORIENTATION

Vers une approche intégrée de la gestion des traumatismes pour la paix et le développement au Burundi

Introduction

Depuis son indépendance, le Burundi a traversé des conflits cycliques¹ qui ont profondément affecté le tissu social, la confiance et la cohésion sociale. Ces crises répétées ont notamment altéré le bien-être psychologique des citoyens, entraînant des traumatismes profonds et multiformes. Ce contexte explique en partie la prévalence des troubles psychiques au Burundi, où une large majorité de la population a vécu des événements blessants. Selon une enquête de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) dans quatre provinces (Bujumbura Mairie, Gitega, Ngozi et Rumonge), près de 73 % des personnes interrogées déclarent souffrir de traumatismes psychiques².

Ce poids des traumatismes est alarmant et affecte profondément les processus sociétaux, de la consolidation de la paix au développement, en passant par la cohésion sociale et la gouvernance. De nombreux dysfonctionnements dans la société burundaise trouvent ainsi leur origine dans la prévalence des séquelles psychologiques. Les multiples formes de violence, la corruption et la malversation économique en sont des exemples illustratifs. Il devient de plus en plus évident que la paix durable et le développement seront difficilement atteints tant que la gestion des blessures du passé ne sera pas abordée de manière cohérente et efficace. D'ailleurs, de nombreux obstacles rencontrés par les acteurs nationaux et internationaux dans les domaines de la paix et du développement trouvent leur origine dans ces traumatismes.

Bien que des initiatives existent pour relever ce défi, elles peinent à obtenir des résultats concrets. Toutefois, ces initiatives tardent à faire de cette problématique, pourtant urgente, une priorité. Le gouvernement, avec le soutien de partenaires internationaux comme la Suisse et la Belgique, s'est engagé sur cette question, notamment par l'adoption d'une politique nationale de santé mentale en 2015³. Toutefois, celle-ci repose principalement sur des approches cliniques et individualistes, qui ne répondent pas aux besoins vastes et mul-

¹ 1961, 1965, 1969, 1972, 1988, 1991, 1993, 2015.

² Confédération suisse, [Intégration de la santé mentale dans les soins de santé primaire au Burundi](#), 30 juillet 2024.

Une autre étude menée en 2018 par Nkengurutse et Bitangumutwenzi, citée par le Borgen Project, révèle que 100% des participants, âgés de 15 à 55 ans, souffraient de formes modérées à sévères de troubles mentaux. Parmi eux, 57% étaient dépressifs, 20% avaient des caractéristiques psychotiques, 13% souffraient de troubles bipolaires, 8% avaient un diagnostic de schizophrénie et 65 % avaient subi un traumatisme. Borgen Project, [Addressing mental health in Burundi](#), 7 décembre 2021.

³ Ministère de la santé publique et de la lutte contre le sida, Politique nationale de santé mentale, 2016-2025, novembre 2015.

tiformes, et n'accordent que peu, voir pas, d'attention aux causes et conséquences des traumatismes liés aux conflits du passé.

Pour faire avancer la société burundaise vers la stabilité, l'apaisement et la prospérité, il est essentiel d'intégrer la gestion des traumatismes aux initiatives de paix et de développement. Cette approche est indispensable pour atteindre les objectifs fixés par le Burundi à travers sa Vision 2040-2060 et son Plan national de développement (2018-2027). Depuis 2019, Interpeace et ses partenaires (CENAP, ICB, BLTP, Yaga et ASSEMAJI-Jimbere), avec le soutien des Pays-Bas, de la Suisse et de la Norvège⁴, en ont démontré la pertinence. Cette note vise à partager les expériences et recommandations issues de ce travail afin d'informer les interventions des partenaires du Burundi dans les domaines de la guérison des traumatismes, de la consolidation de la paix et du développement.

EXPÉRIENCES DU TRAVAIL D'INTÉGRATION DES APPROCHES DE SANTÉ MENTALE DANS LES EFFORTS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT

Leçons apprises

Depuis près de vingt ans (2007), Interpeace et CENAP œuvrent pour la consolidation de la paix au Burundi. Les recherches menées dans le cadre des projets de consolidation de la paix portés par ces organisations ont systématiquement mis en évidence le rôle central de la guérison des traumatismes dans ce processus⁵. Ainsi, l'étude sur la résilience pour la réconciliation dans la région des Grands Lacs souligne l'importance de promouvoir des stratégies nationales et régionales de guérison intégrant une approche communautaire et transfrontalière. Par ailleurs, une recherche réalisée en 2018 sur les aspirations des jeunes a révélé, entre autres, la nécessité de créer des espaces de dialogue pour aborder les expériences douloureuses et favoriser un processus de guérison collectif.

L'expérience acquise par les deux organisations leur a permis de définir les trajectoires à suivre pour obtenir des résultats concrets et ainsi créer les conditions nécessaires à une paix et un développement durable.

Le travail mené dans trois localités du pays⁶ entre décembre 2021 et février 2025 a montré combien le partage des expériences douloureuses du passé, à travers des séances de soutien psychosocial, peut favoriser une gestion efficace des traumatismes, renforcer la cohésion sociale et encourager la participation active au développement communautaire⁷. Tout d'abord, les approches telles que les thérapies de groupe facilitent le développement de l'empathie, de la compréhension et du soutien mutuel au sein des communautés affectées par les conflits. Ensuite, la sensibilisation communautaire par le théâtre participatif et le dialogue intergénérationnel sont efficaces et complémentaires de l'accompagnement psychosocial. La première permet de briser les tabous sur la santé mentale, facilite la compréhension des messages par tous les publics et encourage la

4 Ce travail est notamment conduit dans le cadre des projets Synergies pour la paix II (2019-2021) et III (2022-2025), tout comme Dukire Twubake (2021-2025).

5 - CENAP, Interpeace, [Défis à la paix durable : autoportrait du Burundi](#), novembre 2008.

- Interpeace, [Capacités de résilience pour la réconciliation dans la sous-région des Grands Lacs : dialogue transfrontalier pour la paix dans la région des Grands Lacs](#), juin 2020.

- CENAP, Interpeace, [Etude sur les aspirations des jeunes pour le Burundi de demain \(Girao iyo uva n'iyouja\) : synthèse des résultats](#), janvier 2018.

6 Commune de Ruhororo, Province Ngozi ; Commune de Kabezi, Province Bujumbura ; Commune de Nyanza Lac, Province Makamba.

7 [90% des participants au projet Dukire Twubake déclarent](#) ne plus ressentir constamment le poids du passé, ce qui s'est traduit par un meilleur sommeil, un regain de motivation ou d'espoir et une plus grande aisance dans les interactions sociales (au début du projet, 68% des participants déclaraient ressentir un poids). Et 93% se sentent optimistes pour le futur (68% au début).

recherche d'aide. Le second renforce la cohésion sociale à travers le partage d'histoires positives qui déconstruisent les stéréotypes ethniques et aide à prévenir la transmission intergénérationnelle des blessures. Enfin, le développement d'une approche intégrée alliant la gestion des problèmes psychiques post-traumatiques et les initiatives génératrices de revenus constitue une clé du succès en matière de gestion des traumatismes⁸.

Un autre enseignement clé est que pour être efficace et durable, la réponse à la gestion des traumatismes doit aller au-delà du niveau communautaire et s'accompagner d'un changement systémique. Le travail de psychoéducation et de plaidoyer mené entre décembre 2022 et mars 2025⁹ a permis de briser certains tabous et d'éveiller une prise de conscience parmi la population et les décideurs sur le fait que la gestion des blessures du passé est un besoin urgent pour la paix et le développement au Burundi. La création d'un groupe de réflexion réunissant les acteurs politiques, académiques et sociaux concernés par cette problématique, ainsi que l'organisation de retraites pour les décideurs, ont permis d'obtenir l'adhésion et l'engagement d'acteurs clés – dont des leaders politiques, des responsables d'organisations de la société civile et des responsables religieux – dans le cadre du plaidoyer en faveur d'une politique nationale de gestion des traumatismes¹⁰.

Besoins identifiés

Les interventions en santé mentale mises en œuvre par le gouvernement et les organisations de la société civile restent largement insuffisantes face aux besoins réels et, surtout, ne sont pas intégrées au processus de réconciliation nationale. Il est crucial de développer une approche intégrée qui associe la santé mentale à la gestion des traumatismes du passé, en renforçant les ressources humaines capables d'établir ce lien avec la paix durable et le développement.

Dans cette optique, les services de santé mentale devraient s'inscrire dans une politique globale de gestion des traumatismes au Burundi. L'objectif serait d'assurer un accès équitable à ces services, de la base au sommet, afin de permettre à tous les Burundais — citoyens, fonctionnaires, dirigeants — de surmonter les stigmates des traumatismes qui entravent leurs actions, parfois malgré leur bonne foi, dans la construction de la paix et du développement.

Cette approche s'inscrit dans le Plan d'action global pour la santé mentale (2013-2030) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui promeut la couverture universelle en santé comme un principe clé du bien-être psychosocial. Pourtant, au Burundi, seul 1 % du budget global de la santé est alloué à la santé mentale, qui demeure noyée dans un vaste programme de lutte contre les maladies chroniques non transmissibles. Les initiatives gouvernementales en la matière sont positives, mais insuffisantes pour répondre au défi de la gestion des traumatismes.

L'urgence est d'autant plus grande que les traumatismes restent omniprésents dans la société burundaise. Le suicide, par exemple, est un problème croissant, avec des taux alarmants dans certaines communes comme

8 [L'histoire de Christine Butoyi](#) en est une excellente illustration.

9 Au total, 2 359 415 personnes touchées par les émissions radio et les publications en ligne, 3622 personnes sensibilisées à travers des foires et 309 décideurs sensibilisés par des ateliers et retraites.

10 Au total, 22 déclarations publiques qui reconnaissent les défis associés aux traumatismes et/ou l'importance de mettre en œuvre des mesures pour traiter ce problème ; 1 recommandation officielle par l'Assemblée nationale au gouvernement du Burundi pour un programme national de gestion des traumatismes, à la suite des discussions avec le cadre d'échange créé par le consortium ; 4 engagements de la part des participants aux retraites à soutenir ce processus dans leurs institutions (processus d'établissement d'un cadre national de guérison des traumatismes) et à organiser des séances de restitution pour partager leurs expériences de la retraite. En particulier, les représentants du Sénat et les cadres de la présidence ont promis de faciliter une réunion avec leurs supérieurs pour discuter de cette question.

Bugendana, où en 2023, les autorités locales rapportaient une moyenne de quatre suicides par mois¹¹. Sur le plan politique, la montée des discours de haine, les dysfonctionnements de la gouvernance et les violences institutionnelles et sociales traduisent, en grande partie, l’empreinte des traumatismes. Certains groupes nécessitent une attention particulière, notamment la classe politique, les rapatriés et déplacés internes, ainsi que les jeunes générations confrontées aux traumatismes intergénérationnels liés à la transmission de mémoires violentes.

Conclusion

Malgré les quelques initiatives en matière de gestion des traumatismes et de consolidation de la paix au Burundi, le travail à accomplir reste immense et nécessite un soutien accru. Le renforcement des interventions dans ce domaine peut s’appuyer sur des résultats probants issus des actions menées par Interpeace, CENAP, les autres membres du consortium *Synergies pour la paix*¹² et d’autres acteurs, tant au niveau communautaire qu’institutionnel. Les dynamiques positives et les enseignements tirés des projets réalisés constituent une base solide pour faire avancer durablement la cause de la gestion des traumatismes au Burundi.

Recommandations

sur la base des leçons tirées des expériences passées et des constats liés à la gestion des traumatismes, les recommandations suivantes sont adressées aux partenaires internationaux du Burundi :

1. **Intégrer la gestion des traumatismes dans les programmes de paix et de développement dans une perspective de long terme**, afin d’assurer une transformation durable de l’environnement influençant la santé mentale et le bien-être psychosocial et de créer des conditions propices à la réconciliation, à la paix et au développement.
2. **Adopter des approches holistiques** de consolidation de la paix, de réconciliation et de développement, qui intègrent des activités visant à renforcer les liens sociaux, à fournir un soutien psychosocial, à générer des revenus et à donner aux membres de la communauté les moyens de contribuer à la vie politique et sociale de leur communauté. Ce dispositif doit également inclure des efforts de renforcement de la résilience économique et de la justice sociale.
3. **Renforcer les approches communautaires en santé mentale** en y intégrant une dimension claire de gestion des traumatismes du passé. Cela passe par le développement de centres communautaires de bien-être, dotés de matériel adéquat et de personnel qualifié, formé à l’importance du lien entre services de santé mentale et gestion des traumatismes.
4. **Plaider pour l’adoption d’une politique nationale inclusive de gestion des traumatismes**, dotée d’un cadre institutionnel et d’organes dédiés et reposant sur une approche multisectorielle, multi-niveaux et multi-acteurs. Celle-ci devra aussi renforcer les capacités des professionnels de la santé mentale, en intégrant des aspects non cliniques à leurs approches.

¹¹ Statistiques communiquées au CENAP par les autorités locales lors du travail d’accompagnement effectué entre janvier 2023 et mars 2025, dans le cadre du projet Synergies pour la paix : phase III. La lutte contre le suicide a été choisie comme priorité par la communauté de Bugendana à la suite d’un travail participatif d’identification des priorités communautaires et ajoutée dans le plan d’action communautaire.

¹² ICB, BLTP, Yaga, Jimbere.

5. **Renforcer la compréhension des causes et des effets des traumatismes** au sein de la société burundaise afin de lutter contre la stigmatisation des personnes affectées et d'assurer la pérennité des actions en leur faveur, notamment en multipliant les efforts de psychoéducation et les dialogues intergénérationnels sur la transmission des mémoires et en impliquant davantage les décideurs comme bénéficiaires directs de ces initiatives.
6. **S'inspirer des expériences d'autres pays** ayant traversé des conflits violents, afin d'adopter des approches adaptées à la gestion des traumatismes, notamment auprès des élites.

Avec le soutien de



Royaume des Pays-Bas



Interpeace bureau de Nairobi

5th Floor, Priory Place,
Arwgings Kodhek Rd
P.O.Box 14520-00800 Westlands

Nairobi, Kenya

Interpeace Headquarters

Office 5A, Avenue de France 23,
1202 Geneva, Switzerland

www.interpeace.org  @Interpeace_Org      @interpeace



En Partenariat avec les Nations Unies